

# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005  
**HUITIÈME ANNÉE N° 869 DU 5 SEPTEMBRE 2013**

1801/2013 : 212<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

Le 143<sup>e</sup> numéro de l'année 2013

Nombre de pages : 19 pages

Distribué à 15.100 personnes

## LA CITATION DE LA SEMAINE

« À défaut d'avoir recours à la force pour contrôler les populations, on peut parfaitement les contrôler par l'opinion ».

Harold Laswell, spécialiste des médias.

VERS LA FIN EN FRANCE  
DE L'ÉTAT MÉDIA ?

ANNÉE 2013

ANNÉE

SÉNÉGAL

# SOMMAIRE

AFFAIRES NATIONALES ET À LA UNE page 3

AFFAIRES MONDIALES page 6

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 13

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 16

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 18

## LA NATION

### **PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE :**

**22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

### **ADMINISTRATION :**

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF: JEAN PAUL ELUTHER

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

### **RÉDACTION**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley Aminata.

**SUIVEZ NOUS SUR LE WEB ET LES RESEAUX SOCIAUX .**

## **Pour suivre la préparation de la loi des finances 2014 applicable en Guadeloupe.**

### **CRÉDITS DE PAIEMENT DÉPENSES PUBLIQUES ÉTAT**

**PLF 2013 :**

**2 250 882 765€**

### **CRÉDITS DE PAIEMENT MISSION OUTRE-MER**

**PLF 2013**

**377 476 023€**



## **AFFAIRES NATIONALES**

### **LA FIN DE L'ÉTAT MÉDIA FRANÇAIS**

L'état média est un concept qui s'applique parfaitement à la France, pays centralisé dont les grands médias sont regroupés dans un même lieu, près des ministères et de l'Élysée, avec des connivences avec les puissants, des écoles de formation à la pensée unique, des salles de rédaction, des dîners en ville et des contacts plus intimes dans un lit... Sur le dossier syrien, inutile de rappeler que les médias français se sont discrédités en défendant la voix de la présidence sans fournir les éléments critiques permettant au citoyen de mesurer les décisions et notamment les crimes du passé, les conséquences pour l'avenir et le dilemme entre cette prétendue intervention punitive et le droit international. Les médias « mainstream français » tentent de sauver la face de Hollande mais ça ne passe pas. Cette affaire a mal été gérée

**avec la précipitation d'un Hollande trop fébrile et va-t-en guerre, le mal est fait, il n'y a plus d'issue. La propagande des images émotionnelles est devenue un classique. Déjà pendant l'épisode de pandémie grippale les médias montraient les images de souffreteux crachant leurs poumons. Maintenant, ce sont les cadavres de gosses morts ou alors agonisants filmés on ne sait où près de Damas. La propagande doit enfumer l'opinion publique pour légitimer les actions politiques. En 2013, ça ne fonctionne plus.**

### **LES CURIEUX PROPOS DU PROCUREUR ETIENNE de Jacques Davila**

J'ai été absolument scandalisé par les propos du procureur Étienne se présentant en tant que : " représentant de le société guadeloupéenne" alors qu'il n'est que procureur de la république d'un arrondissement administratif de l'archipel. Il eut mieux valu que ce soit la procureure générale, sa supérieure hiérarchique, qui vienne en ses lieux et place. Et qui nous avait promis du cols blanc lors de son installation! Un lélé de plus pour gogos. En outre, il n'a jamais reçu mandat des électeurs guadeloupéens pour les représenter, n'ayant pas été candidat, donc encore moins élu, ni aux sénatoriales ni aux régionales. De surcroit, son propos "moralisateur", dans sa formulation, n'est pas sans rappeler, une période révolue de l'histoire post- esclavagiste, donc les pesanteurs d'histoires, ou l'on n'explique pas les causes réelles et sérieuses, de la situation initiée, entretenue, par une politique d'état, et des collectivités, inadaptée aux réalités originelle de la violence, , avec la complicité effective d'élus, incompetents et médiocres pour la plupart, refusant de dénoncer, et de mettre en œuvre à leur niveau, les moyens sérieux, conséquents, pour faire régresser la violence, que leur comportement au quotidien, entretient. Le procureur aura beau, à l'instar de la compatriote, préfète- magicienne, assistée de la Présidente-fée du Conseil Régional, clamer

les sanctions pénales, les moyens mis en œuvre, les appels à la raison, ils n'ont pas les moyens de leurs verbes, ceci en dépit des financements des véhicules et autre vedette, prélevés sur les financements de la Région Guadeloupe, sans que cela ait reçu mandat des populations. Ou des rotations de pelotons mobiles, coûtant une fortune, au quotidien, au budget rétrécissant au quotidien de l'état français. D'autant que le problème de la violence, est très mal posée, par ceux la même qui sont censés la régulariser, jusqu'à la réduire au point de la rendre acceptable, supportable, voire présentable. On voit aujourd'hui ou nous conduisent les politiques de l'excellence, des chaisières Borel-Lincertin et Hélienne Christophe, assistée en cela des Mathiasin et autres membres de cabinets et d'élus plus préoccupés de la conservation de l'assiette au beurre de la réélection, que des intérêts fondamentaux des populations qu'ils avaient promis-jurés d'assurer, de défendre, lors des dernières campagnes électorales, sous l'œil du chef de bande victorin Lyrel, "el toto". Toutes ces péroraisons, ne sont qu'aveux d'impuissance, tant de l'état, que des collectivités. L'heure devra bientôt être au courage, car cette situation, inacceptable, ne peut plus continuer. Qui aura la volonté, et les moyens de s'attaquer avec détermination à la "mordida" installée, et à la gigantesque lessiveuse-blanchisserie à pognon, installée sous nos yeux?

## **ÉCONOMIE, SOCIAL, SANTÉ**

### **LA BANQUE CENTRALE MAINTIENT SON PRINCIPAL TAUX DIRECTEUR**

La Banque centrale européenne (BCE) est légèrement plus optimiste qu'en juin sur l'économie de la zone euro cette année, mais a abaissé sa prévision de croissance pour 2014. L'institution attend un Produit intérieur brut (PIB) en recul de 0,4% cette année, contre -0,6% selon ses prévisions de juin, et une croissance de 1%

l'an prochain (1,1% en juin), a indiqué son président Mario Draghi jeudi 5 septembre à Francfort. La BCE a par ailleurs relevé sa prévision d'inflation à 1,5% cette année, contre 1,4% attendu jusqu'à présent, et laissé inchangée sa prévision d'inflation pour 2014 à 1,3%. Un relèvement de la prévision de croissance pour cette année était attendu, alors que l'économie de la zone euro a commencé à redresser la tête au deuxième trimestre, sortant d'un an et demi de récession. Mario Draghi a évoqué une reprise "à un rythme modéré" de la production dans les pays de l'euro, une demande qui se reprend de la part du reste du monde, ainsi que l'apaisement à l'oeuvre depuis l'été 2012 sur les marchés financiers, qui "semble doucement se transposer à l'économie réelle". Il a toutefois prévenu que des risques continuaient de peser sur l'économie de la zone, dont plusieurs pays, parmi lesquels l'Espagne et l'Italie, sont embarqués dans des programmes de réformes et d'ajustement qui pèsent sur la croissance. Tant que l'économie sera faible, la BCE maintiendra ses taux bas, a assuré Mario Draghi, réitérant la promesse faite pour la première fois il y a deux mois. Aussi, la BCE a laissé son principal taux d'intérêt directeur inchangé à 0,5%. Cette décision sans surprise pour les analystes intervient alors que la zone euro a renoué avec la croissance économique au deuxième trimestre, après 18 mois de recul de son produit intérieur brut (PIB).

## DOSSIER PRÉPARÉ PAR JEAN PAUL ELUTHER



## AFFAIRES MONDIALES

### SOCIÉTÉ MONDIALE

### BRICS : CRÉATION D'UN FONDS DE 100 MILLIARDS

Réunis, aujourd'hui, à Saint-Pétersbourg juste avant l'ouverture du Sommet du G20, les chefs d'Etat et de gouvernement des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont annoncé la création d'un fonds de 100 milliards de dollars. Ces capitaux sont

destinés à stabiliser les taux de change de ce groupe de pays par l'intermédiaire d'interventions sur le marché. « Le montant du dispositif de réserve sera de 100 milliards de dollars et la Chine assumera la part du lion », a révélé le vice-ministre chinois des Finances Zhu Guangyao. Accompagné du ministre délégué russe aux Finances Sergueï Storchak, les deux hommes ont expliqué que les modalités de fonctionnement de ce fonds n'étaient pas encore arrêtées. Ces mêmes pays ont annoncé parallèlement un projet de banque de développement commune, censée être dotée de 50 milliards de dollars. Reste que les deux projets sont loin d'être abouti et se heurte à des difficultés techniques

## **FAO : LES COURS MONDIAUX DES PRODUITS ALIMENTAIRES POURSUIVENT LEUR REPLI**

L'indice FAO des prix alimentaires a reculé en août pour le quatrième mois consécutif, s'établissant à son niveau le plus bas depuis juin 2012, a annoncé jeudi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'indice, qui mesure la variation mensuelle des cours internationaux d'un panier de denrées alimentaires, avoisinait les 201,8 points en août 2013, près de 4 points (1,9 %) de moins qu'en juillet et 11 points (soit 5,1 pour cent) de moins qu'en août 2012. Ce fléchissement s'explique essentiellement par la baisse continue des prix internationaux des céréales et des huiles. Les cours des produits laitiers, de la viande et du sucre se sont en revanche légèrement redressés. Ce net repli tient aux anticipations de forte croissance de la production mondiale de céréales cette année et, surtout, à une reprise importante de l'offre de maïs. Parallèlement à l'indice des prix alimentaires, la FAO a publié ses nouvelles prévisions de la production céréalière mondiale de 2013, qui devrait s'établir à 2.492 millions de tonnes, soit un accroissement de 14 millions de tonnes (0,5%) par rapport à juillet. Cette progression est due aux chiffres officiels de la récolte de maïs en hausse en Argentine et à l'amélioration des perspectives dans l'Union européenne et en Ukraine. Avec cette nouvelle estimation, la production céréalière mondiale établirait un nouveau record avec une hausse de 179 millions de tonnes (7,7%) par rapport à l'an passé. Compte tenu des projections actuelles de la demande globale, l'accroissement des stocks devrait porter le rapport mondial stocks/utilisation à

23,3%, son plus haut niveau depuis 2002/03. « La situation globale de l'offre et de la demande sur les marchés céréaliers s'est nettement redressée par rapport à la même période de l'an dernier, lorsque la production victime de la sécheresse et les faibles coefficients stocks-utilisation –surtout pour le maïs – avaient suscité de graves inquiétudes », a indiqué David Hallam, le Directeur de la Division du commerce international et des marchés à la FAO. « La production devrait afficher une forte reprise et les marchés mondiaux devraient se stabiliser grâce à la hausse des rapports stocks-utilisation », a-t-il ajouté.

## **SPÉCIAL SYRIE**

### **LETTRE AU PRÉSIDENT DES USA d'Adolfo Pérez Esquivel , Prix Nobel de la Paix.**

Écoute la clameur des peuples!

La situation en Syrie est préoccupante et une nouvelle fois, les États-Unis, s'érigeant en gendarmes du monde, prétendent envahir la Syrie au nom de la « Liberté » et des « droits humains ».

Ton prédécesseur, George W. Bush dans sa folie messianique a su instrumentaliser le fondamentalisme religieux pour mener à bien les guerres messianiques en Afghanistan et en Irak. Lorsqu'il déclarait qu'il bavardait avec Dieu et que Dieu lui disait qu'il devait attaquer l'Irak, il le faisait parce que c'était le diktat de Dieu d'exporter la « liberté » au monde.

Tu as parlé, à l'occasion des 50ans de la mort du Révérend Luther King, lui aussi Prix Nobel de la Paix, de la nécessité de compléter le « rêve » de la table partagée de celui qui a été l'expression la plus significative de la lutte pour les droits civils contre le racisme au sein de la première démocratie esclavagiste du monde. Martin Luther King a



été un homme qui a donné sa vie pour donner la vie, c'est pour cela qu'il est un martyr de notre temps. Il a été tué après la Marche sur Washington parce qu'il menaçait de faire preuve de désobéissance civile en refusant de continuer à être complice de la guerre impérialiste contre le peuple du Vietnam.

Tu crois réellement qu'envahir militairement un autre peuple, apporte quelque chose à ce rêve?

Armer des opposants pour autoriser ensuite l'intervention de l'OTAN n'est rien de nouveau de la part de ton pays et de tes alliés. Ce n'est pas nouveau non plus que les États-Unis prétendent envahir des pays en les accusant de possession d'armes de destruction massive, ce qui dans le cas de l'Irak était faux. Ton pays avait appuyé le régime de Saddam Hussein qui a utilisé des armes chimiques contre la Révolution iranienne et pour annihiler la population kurde et il n'a rien fait pour le sanctionner parce qu'à ce moment-là ils étaient des alliés. Cependant, ils prétendent maintenant envahir la Syrie sans savoir les résultats des enquêtes que réalise l'ONU avec l'autorisation du gouvernement syrien. Il est certain que l'utilisation des armes chimiques est immorale et condamnable, mais ton gouvernement n'a aucune autorité morale pour justifier une intervention.

Le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, a dit qu'une attaque militaire contre la Syrie pourrait aggraver le conflit.

Mon pays, l'Argentine, qui exerce la Présidence du Conseil de Sécurité de l'ONU, a rendu publique sa position contraire à une intervention militaire étrangère en République Syrienne, et refuse d'être complice de

nouvelles morts.

Le Pape François a lui aussi appelé à globaliser la clameur de paix et il a décrété une journée de jeûne et de prières contre la guerre, le 7 septembre, à laquelle nous nous joignons.

Même ton allié historique, la Grande Bretagne, a refusé ( au moins pour le moment) de faire partie de l'invasion.

Ton pays est en train de transformer le « Printemps arabe » en l'enfer de l'OTAN, en provoquant des guerres au Moyen Orient et en déclenchant la voracité des corporations internationales. L'invasion que tu prétends déclencher entrainera plus de violence et de morts, ainsi que la déstabilisation de la Syrie et de la région. Avec quel objectif? Robert Fisk, analyste très lucide a précisé que l'objectif est l'Iran et ajourner la création de l'état palestinien, que ce n'est pas l'indignation que provoque la mort de centaines d'enfants syriens, ce qui vous pousse vous à intervenir militairement. Et justement lorsqu'un gouvernement modéré a gagné les élections en Iran, où l'on pourrait essayer de contribuer à aboutir à des négociations pacifiques des conflits existant dans cette région. Ce sera une politique suicide de ta part et de celle de ton pays.

La Syrie a besoin d'une solution politique, pas militaire. La communauté internationale doit accorder son appui aux organisations sociales qui cherchent la paix. Le peuple syrien, comme n'importe quel autre, a le droit à l'autodétermination, à définir son propre procès démocratique et nous devons l'aider dans la mesure de nos possibilités.

Obama, ton pays n'a ni d'autorité morale, ni de légitimité, ni de légalité pour envahir la Syrie ou tout autre pays. Moins encore, après avoir assassiné 220 000 personnes au Japon, en lançant des bombes de destruction massive.

Aucun élu du Congrès des États-Unis ne peut légitimer ce qui ne peut pas être légitimé ou légaliser ce qui n'est pas légalisable. Tout spécialement si l'on tient compte ce qu'a dit il y a quelques jours, l'ex président étasunien James Carter: "Les États-Unis n'ont pas une démocratie qui fonctionne".

Les mises illégales sur table d'écoute des téléphones du peuple étasunien auxquelles se livre son gouvernement ne semblent pas totalement efficaces parce que selon un sondage public de Reuters, 60% des Étasuniens s'opposent à l'invasion que tu veux lancer.

C'est pour cela que je te demande Obama Qui tu obéis?

Ton gouvernement est devenu un danger pour l'équilibre international et pour le peuple étasunien. Les États-Unis sont devenus un pays qui ne peut s'abstenir d'exporter la mort pour maintenir son économie et son pouvoir. Nous n'arrêterons de tenter de l'empêcher.

J'ai été en Irak après les bombardements lancés par les États-Unis dans les années 90, avant l'invasion qui a renversé Saddam Hussein. J'ai vu un refuge rempli d'enfants et de femmes assassinés par des missiles téléguidés. « Des dommages collatéraux » comme vous les appelez.

Les peuples sont en train de crier : « Ça suffit ! Les guerres. L'humanité réclame la Paix et le droit à vivre en

liberté. Les peuples veulent transformer les armes en charrue et le chemin pour y aboutir est « désarmer les consciences armées ».

Obama, n'oublies jamais que nous cueillons toujours les fruits de ce que nous semons. Tout être humain devrait semer paix et humanité, plus encore, un Prix Nobel de la Paix. J'espère que tu ne termineras pas en transformant le « rêve de fraternité » de Luther King en un cauchemar pour les peuples et l'Humanité.

Reçois des vœux de paix et de bien être

## **AFRIQUE**

### **L'AFRIQUE ATTIRE UNE PART CROISSANTE DES INVESTISSEMENTS**

L' Afrique intéresse de plus en plus les investisseurs et ce continent s'arroe depuis cinq ans une part croissante des investissements directs étrangers dans le monde, principalement du fait des pays émergents, indique mercredi une étude. La part des investissements directs étrangers (Ide) mondiaux accueillis par le continent africain est passée de 3,2% en 2007 à 5,6% en 2012, constate le troisième baromètre du cabinet d'audit EY (précédemment Ernst and Young) sur l'attractivité de l'Afrique, dont les résultats ont été communiqués aux médias. "L'investissement des pays développés dans les projets d'Ide en Afrique a chuté de 20%. Si les projets d'Ide en provenance du Royaume-Uni ont augmenté (de 9% par an), ceux des USA et de la France (les deux autres grands marchés développés investisseurs en Afrique) ont considérablement diminué". "Cette baisse est compensée par les investissements des marchés émergents qui ont

une nouvelle fois augmenté en 2012, comme les trois années précédentes", explique le cabinet. Depuis 2007, les projets d'Ide en provenance des marchés émergents en Afrique ont augmenté de plus de 21% au total. Les plus grands investisseurs des marchés émergents sont l'Inde (237 projets), l'Afrique du Sud (235), la Chine (152), le Kenya (113), le Nigeria (78), l'Arabie Saoudite (56) et la Corée du Sud (57). Sur la même période l'investissement intra-africain a augmenté de 33%.



## ÉTAT DES MARCHÉS

### ASIE

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de jeudi quasi stable (+0,08%), après le maintien en l'état de la politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) et avant des statistiques attendues sur l'emploi américain. A la clôture, l'indice Nikkei 225 des valeurs vedettes a grappillé 10,95 points à 14.064,82 points. L'indice élargi Topix de tous les titres du premier tableau a grignoté de son côté 0,13%, soit 1,54 point à 1.157,84 points. L'activité a été moyenne, avec 2,41 milliards d'actions échangées sur le premier marché.

### ÉTATS UNIS

Wall Street a terminé sa course en légère hausse ce jeudi soir, après plusieurs statistiques de l'emploi américain et un solide ISM des services, enregistrant ainsi une troisième séance consécutive de progression. Les opérateurs sont restés tout de même assez prudents à la veille du rapport mensuel de l'emploi US, et évaluant par ailleurs toujours les risques du dossier syrien. L'actualité des entreprises a été quant à elle plutôt réduite outre-Atlantique... Le DJIA a gagné 0,04% à 14.937 pts, le Nasdaq monte de 0,27% à

3.658 pts, et le S&P500 a progressé de 0,12% à 1.655 pts. ADP a publié ce jeudi son rapport mensuel concernant l'emploi privé non-agricole aux Etats-Unis, pour le mois d'août 2013. Les créations de postes sont ressorties à 176.000, contre un consensus de place voisin de 180.000. Les petites entreprises ont généré 71.000 emplois, les moyennes 74.000 et les grandes 32.000 en août. Les créations de postes totales du mois de juillet ont été révisées en légère baisse à 198.000, contre 200.000 précédemment évalué.

## **EUROPE**

Les Bourses européennes ont terminé en hausse jeudi alors que les marchés américains étaient bien orientés, le maintien de politiques monétaires accommodantes en Europe notamment, de nouveaux signes sur l'accélération de la reprise et l'amélioration du marché de l'emploi aux Etats-Unis compensant la hausse des rendements obligataires et les anticipations d'un durcissement de sa politique monétaire par la Réserve fédérale. La Banque centrale européenne (BCE) a laissé jeudi son principal taux directeur inchangé à son plus bas niveau de 0,5% sans surprise et n'a pas exclu de le réduire ou d'injecter des liquidités si nécessaire pour contrer une hausse des taux de marché et soutenir une reprise qualifiée de "très précoce" au sein de la zone euro. La Banque d'Angleterre a elle aussi laissé son taux directeur inchangé ainsi que son programme de rachat d'actifs. L'actualité économique et monétaire a pris le pas au yeux des investisseurs sur les préoccupations de la crise syrienne qui domine toutefois l'ordre du jour du G20 qui s'ouvre ce jeudi à Saint-Pétersbourg. À Paris, le CAC 40 a terminé en hausse de 0,66% (26,38 points), repassant au-dessous de 4.000 points, à 4.006,80 points. Le Footsie britannique gagne 0,89% et le Dax allemand 0,48%, tandis que l'indice EuroStoxx 50 s'adjuge 0,58%.

## **CHANGE**

L'euro baissait face au dollar jeudi, mis sous pression par des commentaires jugés prudents par les courtiers du président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi, tandis que le billet vert bénéficiait de bons indicateurs américains. Vers 16H00 GMT (12H00 en Guadeloupe), l'euro valait 1,3116 dollar, contre 1,3207 dollar mercredi vers 21H00 GMT. La monnaie unique

européenne baissait également face à la devise japonaise, à 131,29 yens contre 131,72 yens mercredi. Le dollar progressait face à la devise nipponne, à 100,11 yens - après être monté vers 14H30 GMT à 100,17 yens, son plus haut niveau depuis le 25 juillet - contre 99,73 yens mercredi. La Banque centrale européenne a sans surprise maintenu jeudi son principal taux directeur à 0,50%, mais "la conférence de presse de Mario Draghi a fait plier la paire euro-dollar car le gouverneur de la BCE a insisté sur le maintien durable des conditions monétaires accommodantes au sein de la zone euro, n'excluant pas une baisse de taux au regard des perspectives économiques en Europe". Vers 16H00 GMT, la livre britannique montait face à l'euro, à 84,12 pence pour un euro - grimpant même vers 13H05 GMT à 84,08 pence, son plus haut niveau en quatre mois - mais repartait à la baisse face au dollar, à 1,5591 dollar pour une livre. La devise helvétique baissait face à l'euro, à 1,2387 franc suisse pour un euro - après avoir atteint vers 07H40 GMT 1,2399 franc, son plus bas niveau depuis mi-août - ainsi que face au dollar, à 0,9444 franc suisse pour un dollar, tombant même vers 12H55 GMT à son niveau le plus faible depuis le 19 juillet (0,9455 franc). L'once d'or a terminé à 1.385 dollars au fixing du soir contre 1.390 dollars mercredi. La devise chinoise a fini à 6,1186 yuans pour un dollar contre 6,1190 dollars la veille.

## **MATIÈRES PREMIÈRES**

Les cours du pétrole montaient jeudi en fin d'échanges européens, aidés par la baisse plus forte que prévu des stocks américains de brut, tandis que les craintes d'une frappe militaire occidentale en Syrie continuaient de porter les prix. Vers 16H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 115,04 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 13 cents par rapport à la clôture de mercredi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance gagnait 96 cents, à 108,19 dollars. Selon les chiffres publiés jeudi par le département américain de l'Énergie (DoE), les réserves de brut aux États-Unis ont diminué de 1,8 million de barils, lors de la semaine achevée le 30 août, alors que les analystes avaient anticipé un recul de seulement 200.000 barils, des chiffres encourageants pour la demande d'or noir du plus gros consommateur de pétrole au

monde. Les réserves d'essence ont également baissé plus que prévu, reculant de 1,8 million de barils, tandis que les réserves de produits distillés (dont le gazole et le fioul de chauffage) ont pour leur part augmenté de 500.000 barils, soit un peu plus qu'attendu.

## DOSSIER PRÉPARÉ PAR LA RÉDACTION



### MANAGEMENT, PATRIMOINE, DROIT

## COMMENT CONVAINCRE L'EMPLOYEUR DE SIGNER UNE RUPTURE CONVENTIONNELLE

Tenté par la rupture conventionnelle ? Comment aborder le sujet avec votre employeur ? Quelques conseils pour vous aider. Il est d'abord utile de connaître à l'avance la pratique de votre entreprise : utilise-t-elle souvent, peu ou pas du tout la rupture conventionnelle ? Existe-t-il une « procédure » en la matière en interne ? Pouvez-vous avoir accès à des « précédents », c'est-à-dire à des cas de ruptures conventionnelles intervenues dans le passé récent -selon les témoignages d'anciens salariés, par exemple ? Ou accès à une fourchette de montants de l'indemnité conventionnelle négociée dans des dossiers passés ? Quels autres avantages ont été accordés aux salariés partants (une formation, un outplacement, une indemnité majorée...) ? Si vous avez un projet de création d'entreprise, une synergie a-t-elle été possible dans le passé entre un ex-salarié et votre employeur (contrat de prestations de services) ? Ces recherches préliminaires vont nécessairement orienter votre approche. Les représentants du personnel peuvent vous communiquer de précieuses informations en amont, aussi n'hésitez pas à les contacter.

### Un accord avant tout

Voilà ce qu'est la rupture conventionnelle. Il vous faut donc faire adhérer votre employeur à votre projet de départ. Recherchez objectivement tous les intérêts possibles à votre départ du point de vue de l'entreprise. A titre préparatoire, listez (pour vous) les



raisons pour lesquelles vous voulez partir : tous vos motifs d'insatisfaction, toutes vos raisons professionnelles ou personnelles. En regard, notez en quoi cela impacte les résultats ou la situation du point de vue de l'entreprise. Le contexte économique ou le carnet de commandes peuvent venir à votre rescousse : l'activité est dans « le creux de la vague » et vous proposez à votre employeur de faire des économies sur la masse salariale ! Le climat social peut aussi être un argument. S'il est bon, votre proposition vise à le maintenir ainsi en négociant un départ rapide et indolore. S'il va plus mal, vous tentez d'éviter qu'il empire... Soyez persuasifs ! Il faut amener votre employeur à conclure que l'entreprise se portera mieux si vous la quittez. Projections chiffrées, étude d'impact seront les bienvenues ! Mais votre position juridique doit être en même temps au-dessus de tout motif de licenciement utilisable contre vous. Au besoin, faites comprendre à votre employeur que la situation est dans l'impasse, pour l'entreprise comme pour vous et que seul un accord permettra d'en sortir de façon constructive car ni votre démission ni un licenciement de sa part ne sont envisageables.

### **Sur quoi lâcher du lest dans votre négociation ?**

Proposez à votre employeur des avantages sérieux pour l'entreprise à opter pour une rupture conventionnelle, des avantages issus du fait que vous êtes en « négociation » dans un cadre juridique souple. Le facteur temps. Par exemple, vous proposerez de participer au recrutement ou à la formation du salarié qui vous succèdera. Vous accepterez une date de départ qui permettra l'arrivée ou la formation de votre successeur. L'aspect financier. Vous accepterez un rabais sur vos prétentions financières (sur le montant de l'indemnité de rupture) dans la limite du montant plancher fixé par la loi :

- 1) l'indemnité conventionnelle de licenciement -prévue par votre convention collective ;
- 2) ou, à défaut de convention collective applicable, à l'indemnité légale de licenciement (1/5 e de mois de salaire brut par année d'ancienneté, augmenté de 2/15e de mois de salaire brut par année au-delà de dix ans d'ancienneté).

### **Un argument supplémentaire : la sécurité juridique**

Un accord gagnant - gagnant sera de nature à éviter tout

contentieux prud'homal. Mais aussi, le sérieux que vous mettrez à négocier en tenant compte de l'intérêt de l'entreprise. Par exemple, aborder la négociation assisté par un avocat, votre employeur ayant aussi le sien, peut sécuriser tant la procédure que le contenu de votre accord de rupture. Toutefois, vous, salarié, ne pouvez renoncer par avance dans la convention de rupture conventionnelle à tout recours en justice contre votre ex-employeur. C'est ce que la Cour de Cassation vient de juger, le 26 juin 2013 (n° 12-15208). Dans cette décision, la Cour a jugé pour la première fois qu'il est illégal de prévoir par une clause de l'accord de rupture conventionnelle que « les parties renoncent irrévocablement à toutes autres actions ou prétentions de quelque nature qui résulteraient de l'exécution ou de la cessation du contrat de travail ».

**La clause est réputée « non écrite ». La rupture conventionnelle demeure cependant valable pour toutes ses autres clauses.**

Ce type de clause, si votre entreprise le souhaite, devra trouver sa place dans un accord ultérieur à la date de rupture conventionnelle : un protocole transactionnel sera établi entre vous et votre ex-employeur lorsque la rupture sera définitive. Il en coûtera, cependant, à votre ex-employeur : il achètera la paix judiciaire contre le versement nécessaire entre vos mains d'une indemnité transactionnelle qui sera la contrepartie de votre abandon de toute possibilité de recours en justice.

**DOSSIER PRÉPARÉ PAR MYRIAM ROMUALD**



## **TABLEAU DE BORD**

### **LE SMIC**

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2013 à 9,43 euros de l'heure. Avec cette hausse de 0,3%, le salaire minimum passe à 1430,22 euros bruts mensuels pour 35 heures. Avec la prise en compte de

l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO. Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut ; 1440,86 brut.**

## **INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:**

Au 3e trimestre 2012, l'indice des loyers commerciaux est à 108,17 points et augmente de 2,72% sur un an.

Au 3e trimestre 2012, l'indice du coût de la construction est à 1648 points et augmente de 1,48% sur un an.

### **POPULATION**

POPULATION 2011: 401 784 habitants

### **OFFRE**

PIB 2011 : 7 910 dont 34 % de PIB non marchand ( 2 690 )

IMPORTATIONS 2011: 2 664

RESSOURCES TOTALES : 10 853

### **DEMANDE**

CONSOMMATION 2011: 8 488 ( 5 126 ménage et 3 362 administration )

INVESTISSEMENT 2011 : 1 476

EXPORTATIONS 2011 : 889

DEMANDE TOTALE : 10 853

### **PRIX**

JUILLET 2013 : - 0,1% sur un mois ; 0,8 % sur un an

### **EMPLOI , CHÔMAGE**

DEMANDEURS D'EMPLOI ( A B C ) EN juillet 2013 : 67 770 ( +3,3% sur un an ).

OFFRES D'EMPLOI EN JUILLET 2013 : - 18,9% sur un an

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49,8 (dont 8,5 industrie , 7,5 construction, 33,8 service marchand )

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires ( état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

### **ENTREPRISES CRÉÉS**

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : 5015

**DOSSIER PRÉPARÉ PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE**